

Séance publique du lundi 17 décembre 2012

Convoqué le mardi 11 décembre 2012, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salle du Conseil municipal, le lundi 17 décembre 2012 à 16H00, sous la présidence de Madame le Maire, Hélène Mandroux.

Présents :

Brahim ABBOU, Frédéric ARAGON, Michel ASLANIAN, Marie-Josée AUGÉ-CAUMON, Eva BECCARIA, Annie BENEZECH, Amina BENOUGHARGHA-JAFFIOL, Nicole BIGAS, Stéphanie BLANPIED, Sophie BONIFACE-PASCAL, Christian BOUILLE, Agnès BOYER, Tatiana CAPUOZZI-BOUALAM, Nancy CANAUD, Marlène CASTRE, Josette CLAVERIE, Magalie COUVERT, Perla DANAN, Michael DELAFOSSE, Audrey DE LA GRANGE, Fanny DOMBRE-COSTE, Jacques DOMERGUE, Marc DUFOUR, Christian DUPRAZ, Sarah EL ATMANI, Laure FARGIER, Serge FLEURENCE, Christiane FOURTEAU, Jean-Louis GELY, Catherine LABROUSSE, Gérard LANNELONGUE, Max LEVITA, Anne-Rose LE VAN, Richard MAILHE, Hélène MANDROUX, Hervé MARTIN, Jacques MARTIN, Stéphane MELLA, Nadia MIRAOU, Christophe MORALES, Michel PASSET, Louis POUGET, Françoise PRUNIER, Hélène QVISTGAARD, Jean-Louis ROUMEGAS, Philippe SAUREL, Régine SOUCHE, Robert SUBRA, Cédric SUDRES, Philippe THINES, Jacques TOUCHON, Frédéric TSITSONIS, Patrick VIGNAL, Francis VIGUIE, Alain ZYLBERMAN.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Arnaud JULIEN, Gabrielle DELONCLE, Christian DUMONT, Claudine TROADEC-ROBERT.

Absents :

Mustapha MAJDOUL, Martine PETITOUT.

Crèche Adélaïde Cambon - Protocole d'accord suite à la chute de châssis

Frédéric TSITSONIS rapporte :

La Commune de Montpellier a acquis, auprès de la société ICADE PROMOTION LOGEMENT, par acte authentique du 20 août 2010, divers biens de l'ensemble immobilier « Central Park » situé le long du parvis de l'Hôtel de Ville, dont un volume destiné à l'aménagement d'une crèche. Ce volume a été livré à la Commune le 15 avril 2011.

La Commune a assuré l'ensemble des travaux d'aménagement de la crèche laquelle a été ouverte au public courant février 2012.

Le 4 avril 2012, un des châssis équipant le mur rideau de la crèche a basculé lors de sa manipulation.

La Commune a alors saisi le Tribunal de grande instance le 10 avril 2012 aux fins de prescription d'une mesure d'expertise judiciaire. L'expertise a été ordonnée le 26 avril 2012.

Pendant les opérations d'expertise, un autre châssis du mur rideau est tombé.

Des mesures conservatoires ont rapidement été mises en œuvre visant à écarter tous risques d'accident.

S'agissant précisément des murs rideaux, conformément à ce qui a été convenu sous l'égide de l'expert, la société BEC CONSTRUCTION a proposé de faire fabriquer par un tiers un prototype de châssis qui pourrait remplacer les huit châssis litigieux ;

Ce prototype a d'ores et déjà été posé au sein de la crèche.

Le remplacement définitif de tous les châssis litigieux par ce prototype est cependant aujourd'hui suspendu du fait de délais supplémentaires d'expertise générés par certaines des entreprises mises en cause.

Dans un souci de résolution rapide de cette situation affectant depuis plusieurs mois le fonctionnement quotidien de la crèche et le bien-être des personnels et des enfants accueillis, les sociétés ICADE PROMOTION LOGEMENT et BEC CONSTRUCTION ont proposé un protocole d'accord aux fins d'assurer à leur frais la reprise des murs rideaux.

Ce protocole précise notamment l'approbation par la Commune de Montpellier du mode de reprise défini pour la réalisation du prototype à la suite de sa validation par le maître d'œuvre, le bureau de contrôle de l'opération et l'expert M. MALACAMP, et sa réalisation aux frais avancés par l'entreprise BEC CONSTRUCTION.

Ce protocole n'est bien sûr pas exclusif de garanties légales existantes sur l'ouvrage qui sera réparé.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- D'approuver le protocole d'accord « COMMUNE DE MONTPELLIER– ICADE PROMOTION LOGEMENT – BEC CONSTRUCTION LANGUEDOC ROUSSILLON » joint en annexe.
- D'autoriser Madame le Maire ou à défaut l'Adjoint délégué à signer le protocole d'accord en question. |

Le Conseil adopte.

Pour extrait conforme, Madame le Maire



Hélène MANDROUX

Publiée le : 18/12/2012